UN RÉSUMÉ DE RECHERCHE PAR l'IRMU
Printemps 2021

Villes sanctuaires au Canada: pratiques, besoins et politiques

Photo par Andre Gaulin sur Unsplash

Ce que vous devez savoir

Bien que l'expression « ville sanctuaire » soit « hautement évocatrice, il n'en existe pas de définition univoque et légale . Au Canada, cette notion réfère à des politiques permettant l'accès à des services publics sans regard au statut d'immigration et sans que des informations soient communiquées aux autorités fédérales. Au Canada, les recherches sur ces politiques démontrent que leur mise en œuvre est complexe en raison, entre autres, des pouvoirs limités des municipalités et de la structure des politiques fédérales d'immigration.

Sur quoi porte cette recherche ?

Ce projet vise ˆ mieux comprendre les pratiques officielles, les approches informelles ainsi que les besoins des acteurs de terrain associés aux déclarations de « ville sanctuaire » et aux politiques « d'accès sans peur» au Canada. Le projet explore les approches mises en place par plusieurs villes canadiennes pour répondre aux besoins des résidents sans statut d' immigration ou vivant avec un statut précaire. Il documente aussi les façons dont les organisations offrant des services aux immigrants évaluent les efforts des villes et les besoins en matière de services àces populations.

Comment cette recherche a-t-elle réalisée ?

Ce projet compte deux activités de collecte de données. Premièrement, une analyse de contenu basé sur les publications officielles des gouvernements municipaux ayant mis en place des politiques pertinentes. Deuxièmement, la réalisation d'un sondage pancanadien en ligne auprès d'organismes offrant des services aux immigrants (excluant les institutions d'enseignement) et recevant du financement fédéral, provincial ou municipal. Nous avons recueilli 300 réponses couvrant toutes les provinces et territoires du Canada, ce qui équivaut à un taux de réponse de 48.2%.

Qu'est-ce qu'on a appris de cette recherche ?

Au regard de l'action publique, nos recherches confirment que depuis 2013, sept municipalités canadiennes ont mis en place des politiques visant à soutenir les immigrants sans statuts ou au statut précaire : Toronto, Hamilton, Vancouver, Ajax, Montréal, Edmonton et London. D'autres villes ont considéré ou débattent encore la mise en place de telles politiques. Les politiques analysées convergent autour de deux objectifs: 1) la provision d'information aux immigrants et aux organismes sur l'accès aux services et 2) la clarification des procédures sur l'accès aux services au sein des services municipaux. Nos résultats corroborent que la mise en oeuvre de ces politiques par les municipalités est compliquée par des ressources limitées, par la méconnaissance de certaines institutions et par l'absence de compétence formelle des municipalités dans le domaine de l'immigration et face aux services de police. Les organismes d'aide aux immigrants sont les agents de première ligne qui répondent aux résidents sans statut d'immigration ou vivant avec un statut précaire. Bien que 70% des organismes interrogés aient déclaré recevoir des demandes de services de la part de ces populations, seulement 27% de ces organismes reçoivent des fonds pour les servir. Ainsi, leur évaluation des politiques municipales et leur préférence quant à de nouvelles interventions municipales doivent être au centre de toute évaluation des politiques de ville sanctuaire ou d'accès sans peur. Les organismes situés dans des villes ayant mis en place des politiques de type sanctuaire rapportent des résultats mitigés pour leur client. Les organismes considèrent que ces politiques ont eu peu d'effets sur le sentiment d'appartenance, la peur, la perception de sécurité de leurs clients au statut précaire. Néanmoins, ils souhaitent le maintien et l'expansion de ces politiques, à condition qu'elles soient mieux financées, soutenues par des institutions et mieux mises en oeuvre.

Comment pouvez-vous utiliser cette recherche ?

En plus de confirmer les besoins pour de telles interventions publiques municipales de type sanctuaire ou d'«accès sans peur», notre recherche corrobore l'importance de mieux outiller les municipalités qui souhaitent mettre en oeuvre des politiques semblables. Notre recherche montre qu'il importe de continuer à développer l'offre de services pour les immigrants sans statut ou vivant avec un statut précaire. À cet égard, nos résultats pourront être utilisés par les acteurs de terrain dans leur mobilisation pour l'obtention de plus de financement. Les répondants souhaitent aussi voir les villes ttravailler à améliorer l'accès au logement pour les personnes sans statut et qu'elles fassent pression pour faire changer les façons de faire des services de politique municipaux

Qui mène les travaux de cette recherche ?

Ce projet est dirigé par Mireille Paquet (Concordia), John Shields (Ryerson), Meghan Joy (Concordia), Idil Atak (Ryerson) et Graham Hudson (Ryerson). Plusieurs étudiants ont contribué à ce projet : Catherine Bruneau (Concordia), Gregory Laplante (Concordia), Mathilde Braems (Concordia), Abdullah El-Safadi (Concordia), Dominic Lachance-Royer (Concordia), Patrick Folinsbee (Concordia) et Lauren Moore (Ryerson).

Plus d'informations

Les résultats de ce projet sont en cours de publication. Pour en savoir plus, contactez Mireille Paquet au mireille.paquet@concordia.ca